

Le parti des gens

Jean-Max Sabatier juin 2020



Barrières inconscientes ?

Les peuples ne sont toujours pas souverains. Il y a toujours une instance qui gouverne un peuple. Alors que les mots « République », « Démocratie », montrent la précocité de cette idée de peuple souverain, ce sont toujours des cliques, parfois des mafias, souvent des dictatures, qui occupent le pouvoir.

Bien sûr, dans les « démocraties », on prétend que le peuple gouverne, puisqu'il a élu ses dirigeants. Mais cette élection est factice, parce qu'on ne connaît pas la personne pour qui on vote. Pour élire une compétence, on est contraint de se baser sur des critères symboliques, non objectifs. Or, inconsciemment ou non, on pense qu'on ne peut déléguer la complexité administrative qu'à une aristocratie, régnante. Notre conditionnement réside ici : nous votons pour « quelqu'un qui présente bien ». Et on nous présente des gens en costume-cravate ou tailleur, qui parlent bien. Et on fait

l'hypothèse que la compétence prouvée par la parole est une compétence politique. Mais il n'en est rien. L'élite est symbolisée par l'habit, mais la coquille est vide. Et quand on démasque un faisan, quand un incapable se révèle, il est bien sûr toujours en costume-cravate, à moins qu'elle ne soit en tailleur. Tout se passe comme si les gens considéraient que la gestion est tellement complexe qu'elle est affaire de dieux. Car oui, les élus sont déifiés. Prenons par exemple cette photo pénible d'Emmanuel Macron habité, ému, presque au bord des larmes, au lendemain de son élection. Pourquoi cette passion, qu'elle soit jouée ou non, si ce n'est parce que l'élus foule enfin l'Olympe ? Le gouvernement est vu comme un art magique, une alchimie suprême. Héros, sorcier, demi-dieu, homo politicus est tout cela.

Il faut sortir de cette superstition archaïque. Non, nous n'avons pas besoin de maîtres-dieux. Le talent, le vrai talent, est répandu, chacun en possède une part. Organiser la *Polis*, la cité, c'est juste affaire de ressources humaines. Oui il faut des pilotes dans un train, un avion ou un navire. Mais non pour un état ou une société.

La notion de chef est un archaïsme.

Dès le début de son existence probablement, l'humanité a subi la lutte pour le pouvoir et les honneurs, la violence, la guerre. Nous descendons des animaux. Nous en sommes. Il est naturel que nous ayons commencé notre histoire en hordes, en meutes. La coutume a fait le reste : après 50 000 ans de préhistoire et 5000 ans d'histoire, homo sapiens en est toujours là. Il lui faut des chefs, et des clans. De quoi faire la paix, de quoi faire la guerre. Il faut toujours un sérail et un palais, des attributs, des sceptres, des couronnes, des maroquins.

Certes, ce n'est pas dans une lice ou sur un ring, dans un combat physique, qu'Emmanuel Macron, ses amis ou ses prédécesseurs, ont emporté la victoire, conquis le sérail et le trône. Mais c'est vraiment tout comme. De nos jours, on attribue toujours le pouvoir, au chef ou au clan, sur des bases très peu raisonnables. Il s'avère aujourd'hui que les personnalités qui sont promues par cette méthode de choix, ne sont pas aptes. De scrutin en scrutin, nous allons de déception en déception. Et de frustration en colère. Notre catastrophique président doit sa victoire à une éloquence, d'ailleurs médiocre, et à une garde-robe associée aux travaux de toile de Pénélope Fillon. Non pas à une quelconque carrure. Quand les cerfs se battent, cela contribue à la santé de l'espèce. Quand les candidats débattent, ça conduit au désastre. Parce que ni l'éloquence ni la cravate ne sont gages de compétence ou d'honnêteté.

La notion de parti est un archaïsme.

Des cliques ont toujours détenu le pouvoir. La loi animale du plus fort est devenu la loi humaine du plus riche. Forcément. Le pillage étant le moteur de la guerre, le vainqueur s'enrichit. Malheur aux vaincus. Et aussi, esclavage, servitude, pauvreté, aux vaincus. Ceux-là même qui pourtant ont inventé les moyens de la prospérité.

Imaginons différentes tribus vivant autrefois, à la même époque, dans telle région du monde. La sédentarisation s'accompagne de drames : ce peuple-là a su découvrir des lois botaniques et inventer des techniques agricoles. Il pose ses tentes, construit des maisons. Et découvre sécurité et bonheur. Ce qu'on appelle parfois civilisation. Mais cette autre tribu, toujours nomade, passe par là ! Ils sont peut-être plus nombreux. Peut-être moins empâtés ? Ils n'ont pas délaissé leurs armes au profit des outils : ils ont toujours à chasser ! Le rapport de forces ne fait aucun doute : la petite tribu heureuse dans la prairie va se faire massacrer, asservir, piller, annexer. Peut-être des survivants seront-ils emmenés ; au contraire, peut-être l'envahisseur va-t-il s'installer et utiliser le savoir-faire de ses victimes ?

Toute l'humanité, à part quelques très rares tribus, a fini par se sédentariser. Et la civilisation s'est installée, toujours par la guerre. Et tout a continué comme ça. Des gens inventent, d'autres profitent. Des gens cultivent ou fabriquent, d'autres vendent. Des gens créent, d'autres plastronnent. Alors que tout ce qui se crée, s'invente, naît et embellit, est apporté par les gens, c'est une poignée de chefs répartis en clans qui administrent le monde et en tirent profit.

Coutume et imagination

Puisque nous sommes si inventifs, pourquoi ne savons-nous pas inventer une façon juste d'organiser notre monde, nos mondes ? Probablement parce que les castes qui détiennent les pouvoirs savent comment s'y prendre pour maintenir la coutume. La coutume qui fait d'eux des rois, alors qu'ils n'ont aucun talent utile au monde, ni aucune sagesse. La coutume qui veut des chefs, des partis, des trusts, des lobbies, des organes de presse, des dogmes. La sujétion moderne est en fait très semblable aux anciennes. Et les dogmes modernes (consumérisme, productivisme, libéralisme, mondialisme, etc.) très semblables aux anciens. Ce que l'on a appelé longtemps le « progrès », avant de commencer à en saisir toutes les implications toxiques, ressemble fort à une religion. Les rites et les messes de la coutume politique moderne, sont les élections, qui en l'état actuel sont des abandons de souveraineté, ce qui maintient la coutume millénaire du chef et des clans. Quand le seul travail démocratique que l'on demande aux gens est de voter, c'est une escroquerie. La politique ne peut être aussi simple : limitée à quelques scrutins, quelques partis. La réalité ne s'accommode pas de quelques dogmes contraires. La réalité est complexe.

Mais justement ! Nous n'ignorons rien de la complexité, que nous savons gérer et organiser.

Cellules sociales et société

Les familles, par exemple, ont des problèmes à résoudre, parfois complexes. Les gens éduquent leurs enfants, pourvoient à la nourriture, à l'habillement, au bonheur, programment leur avenir, prévoient. Ils font face aux péripéties et accidents de la vie, ils ont des problèmes parentaux, de couple, de voisinage.

Regroupés en entreprises, les gens fabriquent et construisent tout, des ustensiles les plus simples jusqu'aux objets les plus magiques. Ils conçoivent les services qui répondent aux besoins naissants.

En associations, les gens sont par exemple capables de gréer des bateaux pour aller sauver les gens qui se noient. S'il faut des masques, quelques jours suffisent pour lancer une production en urgence.

Sous l'arbre à palabres, se traitent tous les problèmes du village traditionnel. Les villageois parlent ensemble, et trouvent le cap.

Sur la table du séjour ou de la cuisine, sur la table à dessin ou sur l'écran de l'ordinateur, sur les plates-formes et les tableurs, se matérialisent les projets de tout ce que les gens sont capables de faire. Les gens ne sont arrêtés par aucun défi. Les gens s'attellent à l'étude, se consultent, débattent, et aboutissent. Si parfois une invention est un trait de génie individuel, ce que nous créons est la plupart du temps le résultat de nos collaborations.

La nature fonctionne bien. Les sociétés animales fonctionnent bien. Les cellules humaines fonctionnent bien. Une alchimie subtile préside à la création humaine. Quelle fatalité pèse sur les sociétés homo pourtant sapiens ? Pourquoi ne sommes nous pas en mesure de faire aussi bien à l'échelle des sociétés et de la planète ?

La démocratie est une hérésie

Si un système inique, inefficace et absurde perdure, c'est un phénomène étrange, dont il faut comprendre les causes. Cherchons-les dans la nature humaine. Nous avons déjà évoqué la coutume et sa force d'inertie. Le problème est considéré dès l'Antiquité. Montaigne y consacre cet essai : *De la Coutume et de ne Changer Aisément une Loi Reçue*. (Essais, I, 23) Mais il y a aussi la paresse. « Celui qui gagne le combat sera roi », c'est simple. « Le fils aîné du roi sera roi », c'est simple. Quand la révolution remet en question le chef et la façon de le choisir, on préfère remplacer une simplicité par une autre, plutôt que de proposer le chemin dialectique. « Le chef sera celui qui réunira le plus de suffrages », c'est simple. Puisqu'on a mis le roi à bas, on a fait mine de régler le problème. Rien de tel qu'un échafaud pour montrer un coupable et signifier que la crise est finie. On préfère ne pas faire l'hypothèse de la qualité intellectuelle du peuple, de son talent, de ses pouvoirs. Le dogme demeure, en fait : *l'administration est au-dessus du peuple. La gestion est affaire d'élite. Le pouvoir ne peut qu'être aristocratique*. Cette idée simpliste est simple, et appuyée sur la coutume. Souhaiter autre chose est hérétique. Les explications du monde par les religions sont toujours, outre le fait qu'elles sont fausses, bien plus simples que celles de la science. Cela vaut aussi pour les religions modernes. Stalinisme et libéralisme sont bien plus simples à

concevoir qu'une économie de la prospérité et du développement qui respecterait l'environnement. Expliquer la création de l'humanité à partir d'un seul couple, c'est simple. Concevoir l'évolution des espèces ne l'est pas. Assener la dictature du prolétariat, c'est simple. Concevoir l'articulation entre les divers niveaux administratifs du monde et la gestion fine des talents ne l'est pas. Célébrer la toute-puissance d'homo consumerus, c'est simple. Envisager l'harmonie de nos désirs et de notre vie naturelle avec notre réalité artificielle, ne l'est pas. Les prêtres ont toujours eu l'avantage sur les philosophes, car ils n'obligent pas à réfléchir. Au fond, ne pas avoir à réfléchir, laisser qui de droit s'en occuper, quel repos ! Quelle sérénité ! Quelle sécurité ! Est-ce que cette simplicité convient aux gens ? Eh bien oui. Il faut croire, puisque cela en a toujours été ainsi. Jusqu'à ce que le système cesse de fonctionner correctement, que l'hérésie et le courage qui va avec se révèlent nécessaires.

Et l'hérésie est aujourd'hui nécessaire

Il faut vraiment qu'on soit en 2020 pour commencer massivement à voir que ça ne va pas, commencer à se poser des questions, et oser.

Tout d'abord, pourquoi continuer ainsi, alors que justement, depuis plusieurs siècles, des métiers de la technicité, de la complexité, sont apparus ? Les gens doivent gérer leur cité. On ne peut leur demander de le faire bénévolement, en délaissant leurs propres affaires, leurs propres familles, c'est impossible. Mais il s'agit de métiers ! parmi d'autres ! qui existent déjà, en plus ! Pourquoi ces métiers ne s'exerceraient-ils pas selon le protocole commun à tous les autres : recrutement, carrière, changements de poste, d'entreprise, promotion due à la compétence, ou l'inverse en cas de manquement ? Bien que ça ne fonctionne pas toujours à 100 %, on sait à peu près placer aux manettes les compétences. Cet art de gérer le complexe, pourquoi ne pas l'appliquer justement là où la complexité est la plus grande ? Il y a certainement beaucoup de postes à créer ! Il y a urgence en de nombreux domaines.

Englober le personnel politique dans le personnel administratif

Notons d'ailleurs que l'état recrute mal. Un concours d'entrée pour donner un emploi à vie. C'est ainsi que l'on recrute parfois de mauvais policiers, de mauvais professeurs. Et qu'on rend la tâche des bons et des justes plus difficile : plusieurs personnes interviennent au cours de l'éducation d'un enfant. Un travail gâché sur un enfant, c'est une mission plus difficile encore pour les maîtres qui vont suivre. Une population rendue haineuse par la haine de certaines brutes, et c'est une réconciliation impossible, même avec des flics compétents. Un flic ripou, et c'est une zone de non droit qui prospère. Il faudrait améliorer le recrutement des fonctionnaires, ne plus autoriser le racisme, l'exaction, ni la moindre incompétence, la moindre fainéantise, la

moindre corruption. Glasnost et perestroïka ! Qu'il n'y ait plus de prof dictant un cours avec un livre à la main. Plus aucune copie rendue avec une sale note et zéro commentaire. Plus de jugement ni de verdict sans motivation. Je crois que tout le monde trouve normal qu'une entreprise privée n'accepte rien de tel. Mais la coutume...

Pourtant, ce statut plus équitable, il serait parfait aussi pour le personnel politique ! La tension croissante qui existe dans la rue depuis plusieurs années, n'est rien autre que la colère de voir l'incompétence au pouvoir, l'incompétence au travail. Et le désir de la voir destituée.

Élection, recrutement et nomination : du bas vers le haut

Il faut que chaque fonction politique soit vue comme un métier, et donc que la nomination de chaque personnel politique soit le résultat d'un recrutement. La démocratie réside alors dans le fait que le recrutement, la nomination, devienne élection, et se fasse du bas vers le haut, non plus du haut vers le bas. (L'expression n'est d'ailleurs pas très bonne, mais je n'en ai pas d'autre. Le quartier n'est pas plus « bas » que la ville, le village n'est pas plus « bas » que la région, etc. C'est même le contraire : nous vivons dans un quartier ou un village, avant de vivre dans une ville ou une région. Ce sont les niveaux géographiques les plus « bas » qui sont les plus importants.) C'est à tort que villages et grandes villes connaissent des élections municipales de même type : il faut connaître la personne que l'on élit, c'est-à-dire la personne que l'on recrute. Pour le quartier, pour le village, c'est faisable. Mais pour les niveaux géographiques supérieurs, il faut que ce soit les fonctionnaires du quartier ou du village qui élisent ceux des plus grandes villes, ou des plus grandes circonscriptions.

Il faut donc élire du bas vers le haut, d'un niveau au niveau immédiatement supérieur, non pas du niveau « sujet » au niveau « Roi, » comme c'est le cas actuellement. Le « Roi » qui fait ensuite redescendre ses décisions et nominations dans les contrées les plus reculées.

C'est à cause de ces nominations par le « haut » qu'il y a incompétence, abandon, déni.

Territoires colonisés et abandonnés

Dans cet extrait de *Le Véloce* ou *Tanger, Alger et Tunis*, Alexandre Dumas évoque la justice française en Algérie. Dommage qu'on ne l'ait pas écouté ! C'est écrit vers 1850, donc environ vingt ans après la prise d'Alger. Je coupe et je résume le long récit des successifs dénis de justice dont est victime le personnage principal. Il est facile de trouver le texte du récit entier. L'œuvre elle-même, dans sa totalité, se trouve sur un site québécois.

Une chose qui ne contribuera point à rapprocher les Français des Arabes, c'est notre façon de rendre la justice.

[..] Un Européen, voisin d'un Arabe, commence à construire sa maison en empiétant sur la propriété de l'Arabe, qui saisit la justice, et va être pris dans un réseau d'embrouilles administratives, coloniales et kafkaïennes. Il constate que la justice française est une escroquerie. [..]

Le procès dure depuis un an, l'Arabe occupé de son procès n'a pas ensemencé son champ et par conséquent a perdu sa récolte. Il a 150 francs à donner à l'avocat en cassation, au lieu des 80 qu'il a donnés à l'avocat d'appel. Il faut en outre qu'il fasse le voyage de Paris s'il veut suivre son procès. Il abandonne champ et maison, et s'enfuit, disant que chrétiens, gouvernement et particulier se liguent pour le dépouiller.

Au bout de trois ans, l'Européen fait valider sa possession et se trouve maître légitime de la maison et du terrain.

Si la justice avait été rendue par les Turcs, voici ce qui se serait passé : L'Arabe aurait choisi un jour de marché, et serait venu se plaindre au caïd. Le caïd aurait envoyé les parties devant le cadi. Le cadi, séance tenante, aurait fait venir les anciens du pays pour savoir d'eux de quel côté était le bon droit. Les anciens du pays auraient porté témoignage. Le voleur eût reçu cinquante coups de bâton sous la plante des pieds, et tout eût été dit.

Il faut instituer des arbres à palabres

Cet avant-dernier paragraphe rappelle la simplicité traditionnelle, l'arbre à palabres, la vie de l'homme avant que l'empire colonial ne prenne tout en charge. Dumas ne sait pas que pillage d'état, iniquité et injustice vont durer encore cent-dix ans, aboutir à une guerre et à une indépendance perverse. Que cent soixante-dix ans plus tard, les Algériens n'auront toujours pas conquis leur souveraineté.

Ce qu'il ne devine pas non-plus, c'est qu'en France métropolitaine également, un ou deux siècles plus tard, villages et quartiers sont colonisés ! Que les gens subissent, de la même façon que cet Arabe victime de l'injustice française, l'incurie républicaine. Pire, que les gens ont cessé d'organiser leur propre vie. Une municipalité, pire encore, une agglomération de communes, qui peut depuis Hollande devenir gigantesque, a le pouvoir de décider sans concertation de démolir un quartier et d'en déplacer les habitants. Ces mêmes gens qui subissent rodéos et trafics, incivilités, sans que l'empire républicain ne puisse apporter d'autre remède que les interventions policières. Empire républicain qui laisse pourrir les situations, complètement impuissant. Alors qu'il devrait y avoir des gens discutant sous l'arbre à palabres, pour remédier aux soucis de la vie quotidienne. Pour instaurer par exemple des barrières humaines afin d'arrêter les rodéos. Rien de tout ça, la République règne, et c'est le règne de la démission. C'est l'affaire des flics, épuisés. Et qui pètent parfois des câbles. Ce qui augmente encore la tension et les problèmes.

C'est pourtant simple !

Sous l'arbre à palabres, tout est gérable, car le travail est plus simple. Sous la pyramide jacobine, rien ne se fait plus, la complexité est insurmontable. C'est normal : le débat a avorté, parce qu'il a eu lieu entre une gauche et une droite, entre une Le Pen et un Macron, entre un centre et des extrêmes, c'est-à-dire parce qu'il n'a jamais eu lieu. Qu'ils n'ont jamais eu lieu, plutôt : ce n'est pas d'un débat, que nous avons besoin, mais de plusieurs débats au village, au quartier, et aux niveaux de la ville, de la région, de la nation, etc.

Pour empêcher les idiots à moto de réveiller les bébés et les parents qui travaillent la nuit, pour empêcher les cochons de jeter leurs ordures dans la rue, de laisser tourner leur moteur inutilement devant ta porte, il faut en parler dans la rue.

Pour empêcher que l'on se noie en fuyant la guerre, que l'on dévaste notre planète en rasant les montagnes pour en extraire le charbon, que l'on décime les espèces avec des pesticides, des déchets nucléaires, du plastique, pour empêcher les constructeurs de produits toxiques comme l'automobile, d'en faire l'apologie par une publicité abêtissante, pour les empêcher de mettre sur le marché des produits de mauvaise qualité et à l'obsolescence programmée, il faut aussi des débats citadins et régionaux, nationaux, internationaux. Pour empêcher les gouvernements de prendre les gens pour des sots, en laissant croire par exemple que la voiture électrique pollue moins, il faut que les gens prennent la place des chefs et des gouvernements.

Dans la lune

Chez les bouquinistes ou sur les vide-greniers, on trouve des livres oubliés, aux auteurs oubliés. Voici un extrait de *Dans la Lune*, recueil de pamphlets d'Alphonse Karr, 1883, Calmann-Lévy. Ce sont des écrits de vieillesse, Karr cultive son potager depuis longtemps, après avoir été journaliste au *Figaro*, et romancier. C'est une personnalité attachante et originale, floriculteur, militant anti-vivisection, mi-anarchiste mi-royaliste !

Ceci est un passage de *Symposiaques*, sous-titre : *Propos de table*, le deuxième texte du livre.

Sous les « tyrans », les soi-disants républicains annonçaient que si un jour la République était proclamée, le lendemain matin la France deviendrait un Éden ; plus d'abus, plus de privilèges, plus de malheureux, plus de pauvres, presque plus d'impôts, la vie facile et à bon marché, la liberté pour tous, la fraternité universelle, plus de vols, plus d'assassinats, plus de guillotine, plus de prisons, plus de gendarmes. La république existe depuis douze ans, et jamais il n'y a eu tant de ce qui devait disparaître, jamais si peu de ce qui devait régner. Nos soi-disants républicains vérifient une fois de plus, mais avec plus de cynisme et de grossièreté que jamais, ce que j'avais constaté dès 1830 : « Ils attaquent les abus, non pour les renverser, mais pour les conquérir. »

Si, au lieu de déjeuner seul, j'avais des convives, en supposant pour un moment que je ne voulusse leur sacrifier ni mes habitudes ni mes goûts, et que je bornasse mes devoirs d'amphitryon à ne me compter que pour un, voici ce que je me croirais obligé de faire, sous peine d'être un égoïste, un malappris, un cynique, un voyou.

Avec les douze invités que je suppose possibles, nous sommes treize.

Plusieurs questions se présentent:

Déjeunera-t-on dans le jardin ou dans la salle à manger ?

Les avis sont partagés : les uns craignent le grand air et le vent, les autres étouffent dans un appartement au mois de juillet; six sont pour le jardin, sept pour la salle à manger.

Devrai-je, obéissant à la majorité, faire mettre le couvert dans la salle à manger et condamner la minorité à souffrir de la chaleur et du manque d'air ? Je ne dois pas non plus exposer la majorité à s'enrhumer, à attraper des douleurs, ni même à en avoir peur.

La situation est rigoureusement indiquée ; je fais mettre le couvert dans la salle à manger, devant une large fenêtre toute grande ouverte : ceux qui aiment l'air près de la fenêtre, ceux qui le craignent à l'opposé.

— Boirons-nous du vin blanc ou du vin rouge ?

— Du vin rouge le matin... affreux.

— Le vin blanc prend sur les nerfs.

— Combien êtes-vous pour le vin blanc ?

— Six.

— Et pour le vin rouge ?

— Sept.

— Alors, disent les partisans du vin rouge, la majorité s'est prononcée. On boira du vin rouge.

Nullement. On servira du vin rouge et du vin blanc. On servira même de l'eau.

— Nous avons des œufs à la coque et un gigot de mouton. Comment aimez-vous les œufs ? Comment aimez-vous le mouton ?

— Les œufs ? Très peu cuits, à peine en lait.

— Moi je les aime très cuits, presque durs.

— Le mouton n'est bon que saignant.

— La viande saignante... importation anglaise ; mes principes et mon goût sont pour la viande très cuite.

— Sept, la majorité pour les œufs presque durs. Sept, la majorité pour la viande presque rouge et saignante.

Faut-il, au nom du suffrage universel, cette énorme, dangereuse, menteuse et criminelle bêtise, que six, la minorité, mangent ce qu'on leur servira avec dégoût, peut-être même avec inconvenient pour leur estomac ?

Nullement. On servira les œufs cuits à différents degrés dans deux plats différents. Quant au gigot, j'y ai pensé, il est très gros, on donnera les tranches extérieures à ceux qui l'aiment très cuits, et les autres aux autres.

— Et l'ail ?

— C'est l'assaisonnement nécessaire.

— Nous, nous l'avons en horreur.

Très bien, on en a mis seulement dans le « manche », et le goût ne gagnera pas l'extrémité opposée. Il faut que tout le monde soit satisfait et fasse un bon déjeuner.

Je veux faire la part belle aux soi-disants Républicains ; j'admets pour le moment que l'Assemblée nationale, nommée par le suffrage appelé improprement universel, soit la représentation exacte des opinions et des sentiments du pays. L'Assemblée appelée à fixer la forme du gouvernement s'est prononcée pour la République à une voix de majorité. Ce serait donc 15 millions pour la République et 14 millions 999 999 contre la République.

15 millions de maîtres, 14 millions 999 999 esclaves, ilotes, parias, etc.

Il faut être ignorants, absurdes, aveugles, fous et bêtes pour supposer pendant dix minutes que la moitié moins un - quinze millions moins un - supporteront, accepteront le pouvoir, le despotisme de la moitié plus un, de quinze millions plus un, et ne secoueront pas, ne briseront pas, à la première occasion, un joug injuste, insensé et humiliant.

Il est clair, limpide, évident que, à une nation ainsi partagée dans ses opinions, ses idées et ses sentiments, la seule forme logique, possible, durable est un gouvernement mixte, où chacun en faisant certaines concessions, en admettant pour limites à ses droits et à sa liberté les droits et la liberté des autres, trouve la satisfaction au moins de la plus grande partie de ses aspirations, de ses habitudes, de ses instincts, c'est-à-dire un gouvernement représentatif, une monarchie entourée d'institutions libérales, et que ce n'est que par une surprise, un escamotage, un biseautage, une filouterie, qu'on a pu réussir à imposer momentanément une autre forme de gouvernement.

Politique-friction

Pour prendre le parti des gens, il faut créer un parti des gens, qui doit prendre le pouvoir par les urnes. Il sera donc contraint au paradoxe : présenter un candidat à la présidence pour mettre à bas la fonction présidentielle (travail qui est cependant fort avancé, quand on y pense), se présenter comme parti aux législatives pour mettre à bas les partis. De ces deux voies-là, la seconde me semble moins paradoxale que la première, car le scrutin législatif est moins entaché par la notion de pouvoir personnel que le scrutin présidentiel. Et il est autant local que national. Il est plus facile de trouver quelques centaines de candidats qu'un seul, et la poudre aux yeux a moins d'efficacité dans une circonscription qu'à l'échelle de la nation.

Le parti des gens est en outre confronté au défi constitutionnel. La constitution est conçue pour que la clique au pouvoir la conserve. Il faut donc décider d'avancer de deux cases le pion lors de son premier déplacement (modification apportée par les Anglais au jeu d'échec quand ils l'ont découvert en Inde). Il faut un programme électoral qui mentionne tout cela, et il faut gagner sur ce programme.